



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 24 septembre 2024**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

**2024 - 151      CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT  
Madame Laurence COSTE  
Madame Magali CONESA  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE  
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG  
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN  
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI  
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171      CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M²  
CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 151**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet la suppression et création de postes en raison des réaménagements nécessaires au bon fonctionnement des services.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à des actualisations consécutives aux mouvements internes relatifs à l'organisation des services ainsi qu'à l'évolution des besoins de la collectivité,

Il apparait nécessaire de procéder aux ajustements suivants sur les tableaux des emplois :

- Création d'un poste d'inspecteur de salubrité lutte contre l'habitat indigne à temps complet, au sein du service communal d'hygiène et de santé. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des techniciens territoriaux relevant de la catégorie hiérarchique B.  
Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.  
S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application des articles L 332-8 et L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Création d'un poste de chargé de mission à temps complet, au sein du service des relations internationales. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant aux cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux ou attachés territoriaux relevant de la catégorie hiérarchique B ou A.  
Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.  
S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application des articles L 332-8 et L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Création d'un poste d'assistante administrative à temps complet au sein du service des espaces verts. Cet emploi sera pourvu en interne par un fonctionnaire appartenant aux cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

- Suppression/modification d'un poste à temps complet d'agent d'entretien des écoles de la brigade de remplacement au sein du service vie scolaire, relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.
- Création/modification d'un poste à temps non complet, soit 30.50 heures, d'agent d'entretien des écoles de la brigade de remplacement au sein du service vie scolaire. Ces emplois seront occupés par des fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux relevant de la catégorie hiérarchique C.  
Ces postes donneront lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.  
S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application de l'article L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Suppression/modification d'un poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles à temps complet à l'école maternelle Henri Wallon, relevant des cadres d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ou des ATSEM.
- Création/modification d'un poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles à temps complet à l'école maternelle de Saint Mathieu. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant aux cadres d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ou des ATSEM relevant de la catégorie hiérarchique C.  
Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.  
S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application de l'article L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Suppression/modification d'un poste à temps non complet, soit 7 heures, de professeur de formation musicale au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Création/modification d'un poste à temps non complet, soit 9 heures, de professeur de formation musicale au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Suppression/modification d'un poste à temps non complet, soit 8 heures, d'intervenant en milieu scolaire au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Création/modification d'un poste à temps non complet, soit 10 heures, d'intervenant en milieu scolaire au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Suppression/modification d'un poste à temps non complet, soit 8 heures, de professeur de violoncelle au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Création/modification d'un poste à temps non complet, soit 9 heures et 30 minutes, de professeur de violoncelle au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Suppression/modification d'un poste à temps complet de responsable de la communication au sein du service communication, relevant des cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux ou attachés territoriaux.
- Création/modification d'un poste à temps complet de chargé de communication au sein du service communication, relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.
- Suppression/modification d'un poste à temps complet de chargé des expositions au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadres d'emplois des adjoints du patrimoine ou assistants de conservation.

- Création/modification d'un poste à temps complet de responsable pôle arts chargé des expositions au sein du service bibliothèque et médiathèques. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant aux cadres d'emplois des assistants territoriaux de conservation relevant de la catégorie hiérarchique B. Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.  
S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application des articles L 332-8 et L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Suppression/modification d'un poste à temps complet de chargé d'action culturelle au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadres d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine ou assistants territoriaux de conservation.
- Création/modification d'un poste à temps complet de chargé de bibliothèque lecture publique loisirs et savoirs au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadres d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine.
- Suppression/modification d'un poste à temps complet de chargé d'accueil au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadres d'emplois de catégorie C des filières culturelle et administrative.
- Création/modification d'un poste à temps complet de coordination accueil au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ou adjoints territoriaux du patrimoine.
- Suppression de trois postes d'ATSEM à temps complet, relevant des cadres d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ou des ATSEM, suite à des fermetures de classe.
- Suppression d'un poste d'agent d'entretien des écoles à temps non complet, soit 25,86 heures, relevant du grade des adjoints techniques territoriaux.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les suppressions, créations et modifications de postes ;
- **DIRE** que les crédits sont inscrits aux budgets 2024 et suivants.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Délibération affichée le **25 SEP. 2024**  
suivant les décisions  
**POUR EXTRAIT COPIÉ**  
Le Maire.

*Chenu M.*

La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe

*Valérie Copin*

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **25 SEP. 2024**